DEPARTEMENT DE LA CHARENTE - COMMUNE DE MERPINS
PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 MAI 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quatorze mai, le conseil municipal est convoqué pour la tenue d'une séance ordinaire à 20 heures 30.

Ordre du jour :

1. Approbation du Procès-verbal de la réunion du 15/04/24
2. Compte-rendu des décisions prises par le maire dans le cadre de la délégation consentie par le Conseil Municipal
3. Délibération autorisant l'échange de terrains entre la commune de Merpins et la société E. REMY MARTIN&C°
4. Délibération autorisant le maire à verser un acompte au liquidateur de la distillerie de Montignac.
5. Délibération sur le nouveau règlement du conseil municipal.
6. Délibération en vue de prendre acte de la communication du rapport d'activités 2023 de Grand Cognac.
7. Délibération en vue d'autoriser le maire à signer le protocole transactionnel relatif à l'affaire opposant un agent communal à la commune
8. Divers

L'an deux mille vingt-quatre, le quatorze mai, le conseil municipal, dûment convoqué le 6 mai, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Hubert DEMENIER, Maire.

Présents : Mesdames Michelle DOUBLET - Chantal NICOLAS - Virginie BONNEFON - Séverine GEOFFROY - Karine SAUVION - Chantal BOULESTEIX - Isabelle CAËS
Messieurs Hubert DEMENIER - Jean-René BARET - Jean-Yves THIBAUD - Stéphane DENIS -Xavier BONNET - Thomas BOYELDIEU - Didier GALLAU

Absent excusé : - Alain REPENTIN, pouvoir donné à M. Hubert Demenier.

Absents non excusés : /

Madame Isabelle Caës est nommée secrétaire.

Quorum : 8, atteint

1. Approbation du procès-verbal de la réunion du 15.04.2024

Remarque de M. Didier Gallau : la totalité de ses propos n'a pas été retranscrite. M. Gallau ne précise pas les propos omis

Le procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 15 avril 2024 est approuvé à l'unanimité.

2. Compte-rendu des décisions prises par le maire dans le cadre de la délégation consentie par le Conseil Municipal

Il est rendu compte des décisions prises par le maire dans le cadre des délégations qui lui ont été données par délibération du 05.01.2024 :

-Renonciation au droit de préemption urbain pour les biens dont les références cadastrales suivent :

-Concernant la déclaration d'intention d'aliéner un bien appartenant à M. Jean-Luc Marchais :

Parcelles cadastrées sections :

*AK N°251

*AK N° 252

*AK N° 254

La commune renonce à son droit de préemption sur cette vente.

-Concernant la déclaration d'intention d'aliéner un bien appartenant à M. Stéphane Fougeroux et Mme Sylvie Fougeroux, née Gimaux. Parcelles cadastrées sections :

*AK N°73

La commune renonce à son droit de préemption sur cette vente.

-Concernant la déclaration d'intention d'aliéner un bien appartenant à M. Christian Mounier, Mme Pierrette Mounier et Mme Annick Mounier, veuve Bichon. Parcelles cadastrées sections :

*AC N° 298

*AC N° 314

La commune renonce à son droit de préemption sur cette vente

3. Délibération autorisant l'échange de terrains entre la commune de Merpins et la société E.REMY MARTIN&C°

Par une délibération en date du 4 mars 2024, le conseil municipal a autorisé le maire à procéder aux opérations d'achat et de vente de parcelles en vue de permettre un déplacement partiel de la voirie communale à caractère de chemin N°217 des Bouillaudes, en vue de la construction de nouveaux bâtiments par la société E. REMY MARTIN & C°, il a autorisé le maire à faire procéder à l'enquête publique préalable à cette opération.

Cette enquête a été réalisée sous la forme simplifiée, autorisée par l'article L161-10-02 du code rural. Personne n'a répondu à l'enquête.

La société E. REMY MARTIN & C° a fait procéder depuis cette délibération au bornage des parcelles concernées qui ont reçues pour celles vendues par la société un nouveau numéro.

La commune de Merpins cède :

Une parcelle d'une contenance de 1719 m2

Une parcelle d'une contenance de 534 m2

Une parcelle d'une contenance de 459 m2

Soit au total 2712 m2 pour une valorisation de 13 762.5 euros

La société E.REMY MARTIN&C° cède :

La parcelle ZE numéro 309p d'une contenance de 173m2

La parcelle ZE numéro 307p d'une contenance de 46m2

La parcelle ZE numéro 314p d'une contenance de 17m2

La parcelle ZE numéro 312p d'une contenance de 45m2

La parcelle ZE numéro 310p d'une contenance de 158m2

La parcelle ZE numéro 324p d'une contenance de 57m2

La parcelle ZE numéro 327p d'une contenance de 454m2

La parcelle ZE numéro 328p d'une contenance de 808m2

La parcelle ZE numéro 313p d'une contenance de 347m2

La parcelle ZE numéro 311p d'une contenance de 12m2

La parcelle ZE numéro 315p d'une contenance de 79m2

La parcelle ZE numéro 418 d'une contenance de 597m2

Soit au total 2793 m2 pour une valorisation de 13 762.5 euros

La société E.REMY MARTIN&C° s'engage à rendre la voie praticable. M. le Maire sera attentif au résultat des travaux de voirie.

Par la présente délibération il est demandé au conseil municipal d'approuver cet échange et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tous les actes nécessaires à cette transaction.

Approuvée à l'unanimité.

4 Délibération autorisant le maire à verser un acompte au liquidateur de la distillerie de Montignac.

Par délibération en date du 15 avril 2024, le conseil municipal de Merpins, s'est porté acquéreur des terrains cadastrés section AI154 et AI 155 à Merpins au prix de 17,5 euros au mètre carré.

Le prix proposé pour le terrain AL154 d'une contenance cadastrale de 729 m2 est donc de 12 757,50 euros.

Le prix proposé pour le terrain AL155 d'une contenance cadastrale de 138 m2 est donc de 2 415 euros.

L'offre pour les deux terrains est donc de 15 172,50 euros.

Le liquidateur demande un versement de 10% du montant de l'offre qui a été faite soit 1 517,25 euros. Ce versement est demandé afin de pouvoir déposer devant le Juge Commissaire la requête concernant l'acquisition des terrains.

Il nécessitera une modification des prévisions budgétaires : inscrire pour 1 712,25 euros une recette au c) 238-041 pour le montant de l'acompte et dépense au c) 2111-041 pour ce même montant.

Par la présente délibération il est demandé au conseil municipal d'accepter cette modification des prévisions budgétaires et d'autoriser le Maire ou son représentant à effectuer le versement de l'acompte de 1 517,25 euros qui a été demandé et à faire procéder aux écritures comptables nécessaires.

Modification approuvée à l'unanimité.

5 Délibération sur le nouveau règlement du conseil municipal :

Une loi de 2021 a modifié le règlement, suivant le nombre d'habitants.

Lecture du règlement, explications sur les nouveautés.

M. Gallau regrette que son texte du « Mot de l'Opposition » ait été réduit en taille de caractère...

Chapitre II, article 4 : Ajouter « au minimum » au principe de six réunions (...)

Approuvé à l'unanimité.

6 Délibération en vue de prendre acte de la communication du rapport d'activités 2023 de Grand Cognac

-Vu l'article L5211-39 du code général des collectivités territoriales ;

-Vu la délibération de Grand Cognac en date du 11 décembre 2023 ;

-Considérant que le Président d'un établissement public de coopération intercommunale doit adresser chaque année au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement durant l'année passée ;

-Considérant que ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent être entendus ;

-Considérant que le Président de Grand Cognac a communiqué à chaque commune le rapport d'activités 2022 de Grand Cognac, dont le contenu a été présenté aux conseillers communautaires lors de la réunion du conseil communautaire du 11 décembre 2023.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De prendre acte de la communication du rapport d'activités 2022 de Grand Cognac ;

- D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

7 Délibération en vue d'autoriser le maire à signer le protocole transactionnel relatif à l'affaire opposant un agent communal à la commune

Monsieur le Maire rappelle les dispositions des articles L. 5211-1 et L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

L'article L. 5211-1 du code précité dispose :

« (...) Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 2121-22 et L2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus »

L'article L. 2122-22 du même code dispose :

« Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat : (...) 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ; »

Lorsque le montant transactionnel envisagé est supérieur à cette somme, il appartient au conseil municipal d'autoriser expressément le Maire à signer un protocole transactionnel.

Madame PETERS, agent administratif principal de 2ème classe et secrétaire de Mairie de la Commune a élevé une demande indemnitaire préalable en raison du préjudice subi par le retrait de la nouvelle bonification indiciaire d'une part, et une demande de communication de son dossier individuel d'autre part.

A la suite de la naissance de décisions implicites de rejet de la Commune, Madame PETERS a saisi le Tribunal administratif de Poitiers à trois reprises :

Madame PETERS introduisait un recours devant le Tribunal administratif de Poitiers afin de demander l'annulation de l'arrêté n°144-2022 du 16 juin 2022 portant retrait d'une nouvelle bonification indiciaire, dans l'instance n°2300501 ;

Madame PETERS introduisait un recours devant le Tribunal administratif de Poitiers afin de demander indemnisation du préjudice subi à la suite du retrait de la nouvelle bonification indiciaire dans l'instance n°230809

Madame PETERS introduisait un recours devant le Tribunal administratif de Poitiers afin de demander l'annulation de la décision implicite de rejet née le 21 mars 2023 de la demande de communication de son dossier individuel, dans l'instance n°2302007.

Les parties se sont rapprochées, par le biais de leur conseil, pour convenir d'un accord transactionnel.

Après discussions et concessions réciproques, il est proposé de convenir que la Commune de MERPINS s'engage à :

Communiquer à Madame PETERS l'entièreté de son dossier individuel :

Rétablir pleinement et entièrement la nouvelle bonification indiciaire de Madame PETERS ;

Accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle sans limitation de durée à Madame PETERS, pour les faits objet de sa demande ;

Verser à Madame PETERS la somme de 11 000 € couvrant l'ensemble des préjudices et des frais exposés.

En contrepartie, Madame PETERS s'engage à se désister d'instances et d'actions de ses trois requêtes dans les instances n° 2300809, n° 2300501 et n° 2302007 à l'encontre de la Commune de MERPINS et pendantes devant le Tribunal administratif de Poitiers.

Ceci exposé, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de l'autoriser à signer le protocole transactionnel portant sur le désistement de Madame PETERS des requêtes n° 2 300 809, n° 2 300 501 et n° 2 302 007 exercées à l'encontre de la Commune de MERPINS.

Plus particulièrement, il est demandé au conseil municipal de :

PRENDRE ACTE de l'objet du protocole transactionnel envisagé ;

AUTORISER le Maire à signer ce protocole transactionnel, ainsi que toutes les pièces nécessaires à son exécution,

AUTORISER le Maire à signer tous documents se rapportant à ce dossier,

AUTORISER le Maire à procéder aux inscriptions budgétaires correspondantes et de procéder au mandatement de la somme.

Commentaire de M. Gallau sur la situation de Laurence Gonzalez, qui a vu sa NBI supprimée par l'ancienne municipalité et pour qui il n'y a pas eu de poursuite au Tribunal Administratif.

M. Demenier s'étonne du fait que M. Gallau regrette que Mme Gonzalez n'ait pas recouvré sa NBI et que Mme Peters va la récupérer. Il y a une antinomie dans la réflexion de la part de celui qui a enlevé la NBI.

Approuvé à la majorité. Une abstention.

8 Divers

- Permis de lotir. Dossier n° PA 16 217 23 W0002, le projet ne respecte pas les dispositions obligatoires de l'OAP Champs de Montignac, ni l'article AU.3.7 du PLU. Considérant que le projet de lotissement porte sur une unité foncière de 27 282m², que le projet doit contenir 30 logements et non 29, que la largeur de la voie primaire d'accès n'est pas atteinte est de 15 mètres au lieu de 16 au minimum et qu'il y a un problème d'alignement pour deux logements, le projet déposé par le 4 décembre dernier n'est pas conforme, le donc permis de lotir est refusé. Un nouveau permis va être déposé.
- Ecole : état des lieux en vue de travaux à venir.
- Les problèmes de sécurité à l'école. Le compte-rendu de la visite de sécurité des ACMO interviendra dans la semaine à venir. Il conviendra d'envisager un échéancier de travaux en fonction de la dangerosité. Seront envisagés ensuite des travaux d'embellissement nécessaire afin de rendre l'école plus accueillante.
- Résultats de l'enquête auprès des jeunes pour les infrastructures, enquête qui n'est pas close. Mme Caës signale à M. Gallau que l'équipe n'a pas mis de côté l'avis des Merpinoises et des Merpinois, puisqu'il y aura une rencontre avec les référents de quartier afin de recueillir les avis des habitants.
- Remerciements des familles suite à la présentation des condoléances de la commune aux familles des défunts.
- SILFA, le Syndicat Intercommunal de lutte contre les fléaux atmosphériques. 66 générateurs sont en service en Charente-Maritime, 6 en Gironde et en 45 en Charente. Pour 2023, il y a eu 20 alertes.
- Epareuse. Le papier de destruction n'est pas retrouvé. Ce qui a été retrouvé, c'est un certificat d'un compte-rendu de non-réparabilité qui a été établi par la Société Ouvrard Charentes. Un autre document a été retrouvé, un certificat signé par M. Gallau établissant que ce matériel doit être réformé suite à la mise à la destruction par l'Entreprise Ouvrard. Le problème est que le certificat de destruction ne figure pas dans le dossier...
- La scène démontable est-elle conforme ? M. Gallau ne sait pas répondre à cette question. On ne trouve nulle trace de certificat de contrôle. Nous allons donc faire venir une société de vérification pour tout matériel qui doit être contrôlé, afin d'être en régularité avec les lois, normes et décrets.

La séance est levée à 21h50

Le maire, Hubert DEMENIER

La secrétaire, Isabelle CAËS